



BRANCHE	SECTION(S)	ÉPREUVE ÉCRITE
ÉCONOMIE GÉNÉRALE	A, B, C	Durée de l'épreuve 2 heures
		Date de l'épreuve 26 mai 2017
		Numéro du candidat

1. Vie et science économique (10 points)

Décrivez, graphique à l'appui, les principales caractéristiques de l'économie de marché.

2. L'entreprise et la production (6 + 4 + 2 = 12 points)

- Présentez les principales caractéristiques de la société anonyme.
- Expliquez les différents secteurs d'activité. Donnez deux exemples pour chaque secteur.
- Expliquez concentration verticale et concentration horizontale.

3. La politique monétaire (2 + 4 + 8 + 2 = 16 points)

- Citez les missions et les objectifs de la Banque Centrale.
- Décrivez, schéma à l'appui, l'instrument de la Banque Centrale permettant d'influencer la masse monétaire.
- Quel est l'objectif principal visé par la BCE, lorsqu'elle décide de baisser son taux d'intérêt directeur ? Comment cette politique est-elle appelée ? Expliquez son fonctionnement ! Quelles sont les limites de cette politique ?
- Expliquez la notion de spirale inflationniste.

4. L'emploi et le chômage (6 + 6 = 12 points)

- Expliquez les deux thèses qui s'opposent à propos de l'incidence du progrès technologique sur le chômage.
- Qu'appelle-t-on chômage conjoncturel ?

5. Question de réflexion (2 + 2 + 2 + 1 + 3 = 10 points)

Le budget 2017 placé sous le signe de la qualité, de la solidarité et de la compétitivité

Le ministre des Finances, Pierre Gramegna, a déposé ce mercredi 12 octobre 2016 le projet de loi budgétaire pour l'année 2017, ainsi que le projet de loi de programmation financière pluriannuelle pour la période 2017-2020.

Il s'agit d'un budget de la qualité parce qu'il pose les jalons en faveur d'une croissance qualitative et d'une plus grande qualité de vie. En particulier, les investissements environnementaux et climatiques ont plus que doublé depuis 2013, pour atteindre en 2017 le niveau record de 617 millions d'euros, soit pratiquement un quart de l'investissement total.

Il s'agit d'un budget de la solidarité, parce qu'il renforce la cohésion sociale et le soutien aux monoparentaux et familles avec enfants. La plus grande partie des dépenses de l'État se compose de prestations sociales, transferts à la sécurité sociale, subsides et autres transferts de revenus, pour un total de 8,3 milliards d'euros. Les hausses les plus marquantes se trouvent au niveau des allocations familiales (+49 millions d'euros), du congé parental (+42,9 millions d'euros), des chèques services (+26,4 millions d'euros) ainsi que de l'éducation plurilingue (+22,6 millions d'euros). Le Luxembourg reste également solidaire avec le reste du monde, avec un maintien des dépenses pour l'aide au développement à 1% du revenu national brut.

Il s'agit d'un budget de la compétitivité, parce qu'il porte les investissements publics à 2,3 milliards d'euros, un record historique, dans l'intérêt de la modernisation des infrastructures du pays. Par ailleurs, l'État continue à augmenter les investissements dans le logement, ainsi que dans l'enseignement et la recherche, qui sont les clés de la compétitivité à moyen et long terme.

L'administration centrale, elle fera état d'un déficit de -987 millions ou -1,7% du PIB, en raison notamment de la baisse des recettes du fait des allègements fiscaux prévus pour 2017, ainsi que du maintien des investissements à un niveau élevé. À partir de 2018, ce déficit diminuera progressivement, pour atteindre -571 millions d'euros ou -0,8% du PIB en 2020.

La dette publique est bien sous contrôle sur toute la période de 2017 à 2020, avec un taux d'endettement stabilisé autour de 23,6% du PIB, soit largement en dessous de l'objectif de 30% fixé par le gouvernement....

Communiqué par le ministre des finances – publié le 12.10.2016

- a) Distinguez entre déficit public et dette publique.
- b) Donnez une définition du budget de l'Etat.
- c) Indiquez les deux critères de stabilité relatifs aux finances publiques prévus dans le Traité de Maastricht. Le Luxembourg respecte-t-il ces critères pour 2017 ?
- d) Présentez les différentes formes de financement d'un déficit budgétaire.
- e) Pierre Gramegna parle d'un budget de la qualité, de la solidarité et de la compétitivité. Expliquez.